

# Conjoncture énergétique

## Premier trimestre 2025

MAI 2025

Au premier trimestre 2025, la consommation primaire d'énergie augmente de 2,8 % par rapport à la même période de l'année précédente, en raison notamment de températures plus basses. Corrigée des variations climatiques et des jours ouvrables, elle n'augmente que de 1,2 %. La production d'énergie primaire sur le territoire est plus élevée qu'au premier trimestre 2024 (+ 4,8 %) grâce à l'augmentation de la production nucléaire (+ 6,6 % sur un an). À l'inverse, la production d'électricité renouvelable se replie du fait de conditions de production hydraulique et de vent moins favorables.

La production primaire augmentant davantage que la consommation, le taux d'indépendance énergétique s'accroît de 1,1 point sur un an, pour s'établir à 55,2 % au premier trimestre 2025.

Le prix des énergies a nettement diminué depuis le record atteint à l'été 2022, mais il demeure plus élevé qu'avant la crise énergétique. La facture énergétique de la France atteint 4,2 Md€ en février. Mesurée en cumul sur 12 mois de mars 2024 à février 2025, la facture diminue de 13 % et s'établit à 59,6 Md€, contre 68,3 Md€ l'année précédente.

Au premier trimestre 2025, la production d'énergie primaire (voir méthodologie) s'établit à 370 TWh. Elle augmente de 4,8 % par rapport au premier trimestre de 2024.

La production nucléaire, qui s'élève à 327 TWh, s'accroît de 6,6 % en un an en raison d'une meilleure disponibilité du parc nucléaire.

La production brute d'électricité d'origine renouvelable, à 39 TWh, diminue de 8,0 % par rapport à la même période de l'année précédente, où elle avait atteint un niveau historique du fait notamment de conditions de production hydraulique et de vent très favorables. La production hydraulique baisse en effet nettement (- 11,4 %) par rapport au premier trimestre 2024 en raison de stocks hydrauliques moins abondants et d'une pluviométrie plus faible par rapport à l'hiver précédent, surtout en février et mars. La production éolienne diminue également (- 13,9 %) en dépit du développement du parc. La production photovoltaïque continue de croître (+ 36,1 % par

rapport au premier trimestre 2024) en raison de la progression des capacités installées et d'un ensoleillement plus important et plus proche des moyennes de saison que celui, faible, du premier trimestre 2024. Enfin, le biométhane injecté sur le réseau de gaz naturel est encore négligeable dans la production d'énergie intérieure totale, mais sa production continue de progresser (3,2 TWh, + 15 % par rapport au premier trimestre 2024).

### Consommation et production primaire d'énergie, indépendance énergétique et émissions de CO<sub>2</sub> (séries brutes)

En TWh

Énergie primaire	2025 T1		
	Quantité	Évolution (%) T / T-4	Part en %
Production nationale d'énergie primaire	370	4,8	100,0
dont : - gaz naturel (biométhane)	3	14,6	0,8
- pétrole	1	-10,2	0,4
- nucléaire (brut)	327	6,6	88,4
- hydraulique, éolien et photovoltaïque (brut)	39	-8,0	10,4
Consommation d'énergie primaire réelle (1)	670	2,8	100,0
dont : - charbon	13	0,0	1,9
- pétrole (2)	184	-2,3	27,5
- gaz naturel	125	3,2	18,7
- nucléaire et EnR électriques (3)	348	5,7	51,9

Taux d'indépendance énergétique (4)	55,2%	1,1
Émissions de CO <sub>2</sub> dues à l'énergie (milliers de t CO <sub>2</sub> )	73 836	1,3

(1) Hors énergies renouvelables thermiques (sauf biométhane) et déchets. Le nucléaire est comptabilisé en équivalent primaire à la production (chaleur dégagée par la réaction nucléaire, puis convertie en électricité).

(2) Hors autoconsommation des raffineries.

(3) Nucléaire, hydraulique, éolien et photovoltaïque.

(4) La variation du taux d'indépendance énergétique est indiquée en points.

Note : en 2022, le champ a été étendu à la France entière, il inclut désormais les DROM. En outre, le GNL porté ou de détail qui n'est pas livré via le réseau a été ajouté aux échanges et à la consommation de gaz naturel.

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

La consommation primaire s'élève à 670 TWh au premier trimestre 2025, en hausse de 2,8 % par rapport à la même période de l'année précédente (+ 1,2 %

corrigée des variations climatiques et des jours ouvrables). La hausse de la consommation s'explique principalement par celle de la production nucléaire, avec des pertes de chaleur induites plus conséquentes.

Corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables, la consommation primaire diminue de 1,0 % par rapport au trimestre précédent, entraînée à la baisse par la consommation d'origine nucléaire et, dans une moindre mesure, par celle de produits du charbon. La consommation d'énergie nucléaire et renouvelable électrique recule en effet de 2,7 % par rapport au trimestre précédent. La consommation primaire de pétrole augmente par rapport au quatrième trimestre 2024 (+1,7 %), cette hausse étant essentiellement imputable aux ventes de carburants routiers, de carburateurs et de fioul domestique. La consommation primaire de gaz naturel est stable (+0,1 %).

Par rapport au premier trimestre 2024, la consommation primaire d'énergie nucléaire et d'EnR (énergie renouvelable) électrique progresse fortement (+5,3 %). À l'inverse, celle de gaz naturel diminue de 4,9 % à climat et jours ouvrables équivalents. En effet, la consommation des gros clients reliés au réseau de transport a chuté et la consommation de gaz naturel des ménages et des entreprises demeure contenue, dans un contexte de prix toujours élevés.

## Évolution de la consommation primaire d'énergie (séries CVS-CVC-CJO)

En %

	T/T-1	T/T-4 (6)
Consommation d'énergie primaire	-1,0	1,2
dont : - charbon	-8,2	-0,5
- pétrole	1,7	-1,7
- gaz naturel	0,1	-4,9
- nucléaire et EnR électriques (5)	-2,7	5,3

(5) Nucléaire, hydraulique, éolien et photovoltaïque.

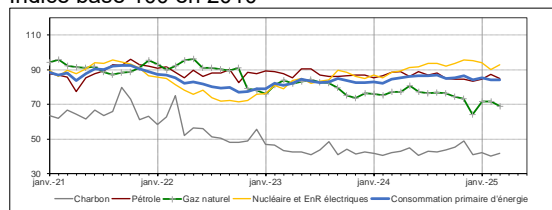
(6) Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

## Consommation d'énergie primaire

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2010

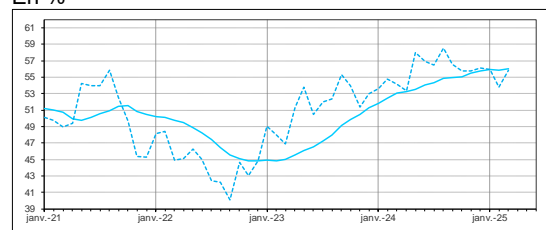


Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

La consommation d'énergie primaire augmentant moins que la production, le taux d'indépendance énergétique progresse de 1,1 point en glissement annuel, pour atteindre 55,2 % au premier trimestre 2025.

## Taux d'indépendance énergétique moyen (série brute, en moyenne sur 12 mois)

En %



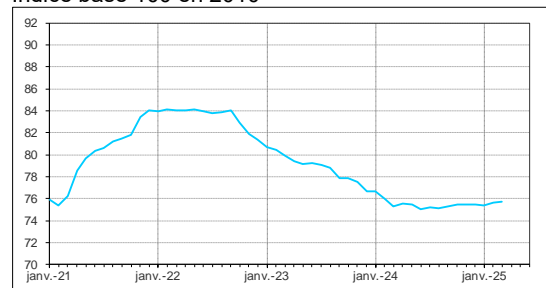
Note : en pointillés, taux d'indépendance instantané (mensuel).

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergies fossiles augmentent modérément (+1,3 %) par rapport à la même période de l'année précédente, en données brutes. Cumulées sur un an, elles progressent néanmoins plus légèrement (+0,5 %).

## Émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie (série brute, en moyenne sur 12 mois)

Indice base 100 en 2010



Note : en moyenne sur les douze derniers mois, les émissions sont à environ 76 % de leur niveau de référence de 2010.

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

## LES PRODUITS PÉTROLIERS

La consommation totale réelle de produits pétroliers s'élève à 15,8 millions de tonnes (Mt) au premier trimestre 2025, en repli de 2,3 % par rapport à la même période de 2024.

La demande en carburants routiers, soit 59 % du total, recule de 1,9 % par rapport à l'année précédente. L'évolution de la consommation est contrastée selon les produits. Les ventes de gazole – produit représentant 71 % de la consommation de carburants routiers – diminuent de 4,8 %. À l'inverse, celles de supercarburants continuent de progresser nettement, de 5,9 % en un an, dans le contexte du rééquilibrage du marché. Les ventes de SP95-E10 – pouvant contenir jusqu'à 10 % de bioéthanol (contre 5 % pour le SP95 standard) – sont particulièrement dynamiques (+7,6 % sur un an) : elles comptent pour 59 % des ventes de supercarburants, soit 1 point de plus qu'au premier trimestre 2024.

Les ventes de fioul domestique progressent par rapport à leur niveau du premier trimestre 2024 (+2,0 %).

Les livraisons de carburateurs augmentent de 7,1 %, à 1 641 milliers de tonnes (kt), et retrouvent leur niveau antérieur à la crise sanitaire.

Les ventes de gazole non routier progressent à un rythme encore plus élevé (+ 10,6 %).

La consommation de gaz de pétrole liquéfié (GPL), représentant 3,1 % des produits pétroliers, s'accroît de 1,4 %. À 498 kt, elle reste à un niveau faible.

Enfin, les consommations de bases pétrochimiques diminuent nettement sur un an (- 25,7 %), en raison notamment de la mise à l'arrêt en juillet 2024 du vapocraqueur de Notre-Dame-de Gravenchon en Normandie.

**Production et consommation de produits pétroliers**  
(séries brutes)

En milliers de tonnes

Produits pétroliers (1)	2025 T1		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part en %
Production nationale (2)	125	-10,2	
<b>Consommation totale (3)</b>	<b>15 837</b>	<b>-2,3</b>	<b>100,0</b>
dont : - total carburants routiers	9 415	-1,9	59,5
dont : - supercarburants	2 743	5,9	17,3
- gazole	6 673	-4,8	42,1
- fioul domestique	1 293	2,0	8,2
- gazole non routier (4)	954	10,6	6,0
- carburéacteurs	1 641	7,1	10,4
- gaz de pétrole liquéfié (GPL)	498	1,4	3,1

(1) Hors soutes maritimes.

(2) Pétrole brut et hydrocarbures extraits du gaz naturel.

(3) La consommation totale inclut, outre les produits listés dans le tableau, les bases pétrochimiques (qui font l'objet d'une enquête) ainsi que d'autres produits pétroliers (dont la consommation du mois courant est estimée). L'autoconsommation des raffineries est exclue.

(4) Le gazole non routier remplace obligatoirement le fioul domestique depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011 pour certains engins mobiles non routiers, et depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011 pour les tracteurs agricoles, avec les mêmes spécifications que celles du gazole routier, excepté sa coloration.

Source : calculs SDES, d'après CPDP et DGEC

**Évolution de la consommation des produits pétroliers**  
(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Produits pétroliers	T/T-1	T/T-4 (6)
<b>Consommation totale (5)</b>	<b>1,7</b>	<b>-1,7</b>
dont : - total carburants routiers	0,6	-0,4
dont : - supercarburants	1,0	6,8
- gazole	0,5	-3,0
- fioul domestique	20,3	-5,7
- gazole non routier	-1,0	10,2
- carburéacteurs	4,2	7,7
- gaz de pétrole liquéfié (GPL)	-4,1	3,2

(5) Pour les produits pétroliers autres que ceux détaillés, hormis les consommations de bases pétrochimiques, la quantité consommée du mois courant est estimée.

(6) Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : calculs SDES, d'après CPDP

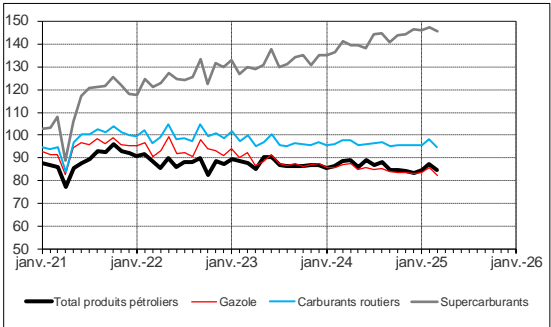
Entre le quatrième trimestre 2024 et le premier trimestre 2025, en données corrigées des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables, la consommation totale de produits pétroliers progresse (+ 1,7 %).

Les consommations de fioul domestique augmentent fortement (+ 20,3 %) par rapport au trimestre précédent, malgré une hausse modérée des prix moyens. Les ventes de carburants routiers restent

quasiment stables (+ 0,6 %), suivant la tendance des ventes de gazole (+ 0,5 %), alors que celles de supercarburants augmentent légèrement (+ 1,0 %). Les ventes de gazole non routier se replient légèrement (- 1,0 %). À l'inverse, les ventes de carburéacteurs augmentent sensiblement (+ 4,2 %) en tenant compte de la saisonnalité habituelle des vols. Les consommations de GPL fléchissent modérément (- 4,1 %).

**Consommation de produits pétroliers**  
(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après CPDP

**LE GAZ NATUREL**

La consommation totale réelle<sup>1</sup> de gaz naturel augmente de 3,2 % au premier trimestre 2025, en glissement annuel. La consommation des clients reliés au réseau de transport diminue (- 3,8 %).

Les clients reliés au réseau de distribution (résidentiel-tertiaire, petite industrie) augmentent leur consommation (+ 6,1 %) en données réelles, mais la diminuent (- 2,9 %) à températures et jours ouvrables équivalents du fait d'un hiver plus froid que celui de 2024.

**Bilan trimestriel du gaz naturel**  
(séries brutes)

En TWh PCS

Gaz naturel	2025 T1		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part en %
Importations nettes	93,3	27,2	
Production nationale	3,201	14,6	
Soutirages des stocks*	47,0	-24,5	
<b>Consommation totale (hors pertes) réelle</b>	<b>139,7</b>	<b>3,2</b>	<b>100,0</b>
dont : - gros clients reliés au réseau de transport	37,8	-3,8	27,1
dont clients CCCG**	6,7	1,6	4,8
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	102,0	6,1	73,0

\* Positif lorsqu'on soutire des quantités des stocks pour les consommer, négatif lorsqu'on remplit les stocks.

\*\* Centrales à cycle combiné au gaz.

Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elengy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

À 93,3 TWh PCS, les importations nettes de gaz naturel<sup>2</sup> augmentent de 27,2 % au premier trimestre par rapport à leur niveau observé un an auparavant. Les entrées de gaz naturel sous forme liquéfiée (GNL) progressent nettement (+ 27,4 % en glissement annuel). En particulier, les achats de GNL en provenance des États-Unis augmentent de plus d'un tiers par rapport au premier trimestre 2024 et

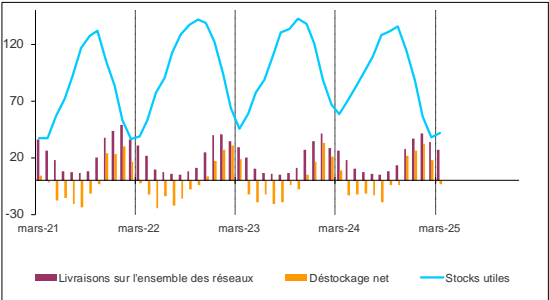
<sup>1</sup> Il s'agit de la consommation totale hors pertes (transport, distribution, stockage...).

<sup>2</sup> Il s'agit des entrées nettes de gaz sur le territoire français (y.c. du GNL porté), donc exportations déduites et hors transit.

représentent la moitié des importations totales de GNL au premier trimestre 2025. À l'inverse, les entrées nettes de gaz naturel gazeux diminuent fortement, la France devenant même exportatrice nette de cette forme de gaz (8,0 TWh au premier trimestre 2025) avec l'augmentation de la quantité de GNL regazéifié, ensuite réexporté.

La production nationale de gaz naturel (3,2 TWh PCS) correspond essentiellement au biométhane injecté dans les réseaux de transport et de distribution. Elle augmente de 14,6 % en un an.

**Variations de stocks et livraisons aux consommateurs**  
En TWh PCS



Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elengy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

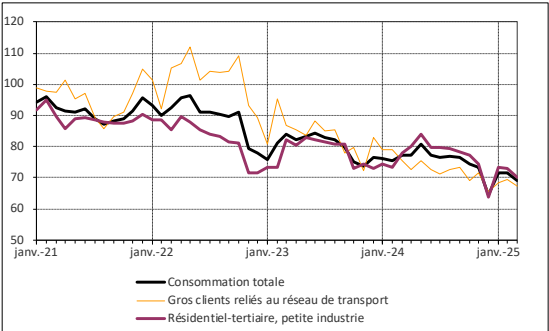
La phase de soutirage des stocks s'est terminée à la fin du mois de mars. Les stocks de gaz naturel diminuent de 47,0 TWh au premier trimestre. Le niveau des stocks utiles de fin mars, à 41,7 TWh, est inférieur de 29 % à son niveau de l'année précédente. Le niveau de remplissage des installations souterraines de stockage de gaz naturel sur le territoire français s'établit à 27,3 % au 1<sup>er</sup> avril 2025.

**Évolution de la consommation totale (hors pertes) de gaz naturel**  
(séries CVS-CVC-CJO)

Gaz naturel	T/T-1	T/T-4 *
Consommation totale (hors pertes)	0,1	-4,9
dont : - gros clients reliés au réseau de transport	-0,5	-9,9
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	0,4	-2,9

\* Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.  
Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elengy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

**Consommation totale (hors pertes) de gaz naturel**  
(séries CVS-CVC-CJO)  
Indice base 100 en 2010



Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elengy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

Corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables, la consommation totale de gaz naturel augmente de 0,1 % entre le quatrième trimestre 2024 et le premier trimestre 2025. Les consommations des clients reliés aux réseaux de transport fléchissent (- 0,5 %), alors que les consommations des clients reliés aux réseaux de distribution augmentent légèrement (+ 0,4 %).

**LES PRODUITS DU CHARBON**

Au premier trimestre 2025, la consommation totale de produits du charbon ou combustibles minéraux solides (CMS) s'élève à 1,8 million de tonnes (Mt), en léger retrait par rapport à la même période de l'année précédente (- 0,6 %). L'approvisionnement en charbon repose quasi exclusivement sur les importations.

**Bilan trimestriel des combustibles minéraux solides**  
(séries brutes)

Combustibles minéraux solides (1)	2025 T1		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part (%)
Importations totales nettes	1 668	20,3	
Variations de stocks (2)	-24		
Consommation totale réelle (3)	1 775	-0,6	100,0
dont : - centrales électriques	154	12,6	8,7
- sidérurgie	1 073	5,4	60,5

(1) L'écart entre, d'une part, la somme des importations nettes et des variations de stocks et, d'autre part, la consommation provient notamment de décalages temporels entre les sources.  
(2) Une variation positive correspond à du déstockage, une variation négative à du stockage.  
(3) Pour les secteurs consommateurs de combustibles minéraux solides autres que ceux détaillés, la quantité consommée du mois courant est estimée.  
Source : calculs SDES, d'après EDF, GazelEnergie et DGDDI

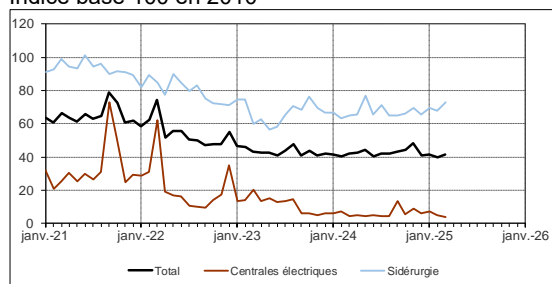
La consommation de charbon pour la fabrication d'acier progresse modérément sur un an (+ 5,4 %, à 1,1 Mt), tout en restant faible : elle atteint son deuxième niveau le moins élevé observé pour cette période de l'année, après celui du premier trimestre 2024. La baisse de la demande d'acier en Europe, la concurrence internationale et les coûts de production devenus moins compétitifs entraînent la limitation de la production, avec la fermeture prolongée d'un des deux hauts-fourneaux du site de Fos-sur-Mer.

La consommation de charbon-vapeur pour la production d'électricité augmente en glissement annuel mais reste peu élevée, à 0,15 Mt. En France métropolitaine, les centrales à charbon, habituellement utilisées en appoint des autres filières, ont été peu sollicitées. En outre-mer, la dernière installation de production d'électricité au charbon située en Guadeloupe est en cours de conversion à la biomasse.

Les opérateurs ayant stocké des produits du charbon au cours du trimestre, les stocks augmentent globalement de 24 kt au premier trimestre. À 2,3 Mt fin mars 2025, les stocks diminuent fortement sur un an (- 0,4 Mt) : en particulier, les centrales électriques métropolitaines ont consommé le charbon provenant de leurs stocks et ont peu importé.



## Consommation de combustibles minéraux solides (séries CVS-CVC-CJO) Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après EDF, GazelEnergie

## Évolution trimestrielle de la consommation de combustibles minéraux solides (séries CVS-CVC-CJO) En %

	T/T-1	T/T-4 *
<b>Consommation totale</b>	<b>-7,9</b>	<b>-1,0</b>
dont : - centrales électriques	-22,4	-5,9
- sidérurgie	4,3	7,4

\* Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : calculs SDES, d'après EDF, GazelEnergie

Entre le quatrième trimestre 2024 et le premier trimestre 2025, corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables, la consommation totale de combustibles minéraux solides diminue de 7,9 %. Elle a en effet reculé dans tous les secteurs consommateurs, hormis la sidérurgie (+ 4,3 %).

## L'ÉLECTRICITÉ

Au premier trimestre 2025, la production totale d'électricité nette augmente de 1,6 % en glissement annuel, pour s'établir à 153,2 TWh.

## Production d'électricité, échanges et énergie appelée (séries brutes) En GWh

Électricité	2025 T1		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part en %
<b>Production d'électricité nette</b>	<b>153 189</b>	<b>1,6</b>	<b>100,0</b>
dont : - nucléaire	102 681	6,3	67,0
- hydraulique (yc pompages)	19 397	-11,5	12,7
- éolienne	13 678	-13,9	8,9
- photovoltaïque	5 198	36,2	3,4
- production thermique classique	12 234	-3,1	8,0
<b>Solde : exportations - importations</b>	<b>17 824</b>	<b>-10,2</b>	
Pompages (énergie absorbée)	1 898	4,0	
<b>Énergie appelée réelle (yc pertes)</b>	<b>133 466</b>	<b>3,4</b>	<b>100,0</b>
dont : - basse tension	60 932	5,6	45,7
- moyenne tension	39 593	1,3	29,7
- haute tension	17 682	2,5	13,2

Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

La production nette d'électricité d'origine nucléaire progresse de 6,3 %, en glissement annuel, à 102,7 TWh, grâce à la plus grande disponibilité du parc nucléaire. Au premier trimestre 2025, le nucléaire assure 67,0 % de la production totale d'électricité.

La production hydraulique diminue de 11,5 % sur un an, avec des stocks hydrauliques à un niveau moins élevé. Au premier trimestre 2025, l'hydraulique assure

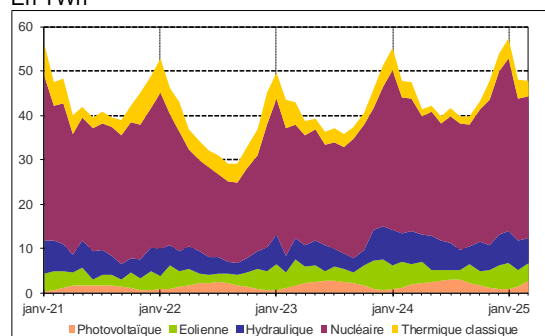
12,7 % de la production nationale d'électricité.

La production éolienne chute (- 13,9 % en glissement annuel) et assure 8,9 % de la production.

La production photovoltaïque progresse fortement (+ 36,2 % en glissement annuel) et représente 3,4 % de la production d'électricité nette.

Dans un contexte de hausse de la production d'origine nucléaire, les installations thermiques classiques, utilisées comme moyens de pointe pour ajuster l'offre à la demande, ont été moins sollicitées que l'année précédente à la même période : la production des centrales thermiques classiques s'élève à 12,2 TWh au premier trimestre 2025, soit 3,1 % de moins qu'un an auparavant. Ces centrales ont assuré 8,0 % de la production nationale d'électricité au premier trimestre.

## Production d'électricité par filière En TWh



Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

L'énergie appelée augmente de 3,4 % en glissement annuel (+ 0,7 % après correction des jours ouvrables et des températures). Les livraisons en basse tension, qui couvrent principalement le résidentiel, moyenne tension et haute tension (principalement les gros consommateurs industriels) augmentent respectivement de 5,6 %, de 1,3 % et de 2,5 %.

Le solde exportateur des échanges physiques reste nettement excédentaire, à 17,8 TWh (- 10,2 % en glissement annuel). Il progresse aux interconnexions frontalières avec le Luxembourg, la Suisse, et l'Andorre. À l'inverse, il diminue aux interconnexions avec la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Entre le quatrième trimestre 2024 et le premier trimestre 2025, en données corrigées des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables, l'énergie appelée augmente (+ 0,5 %). Les consommations en basse et moyenne tensions augmentent respectivement de 1,0 % et de 0,7 %. À l'inverse, les consommations en haute tension diminuent de 0,9 % sur la même période.

## Évolution de l'énergie appelée (séries CVS-CVC-CJO) En %

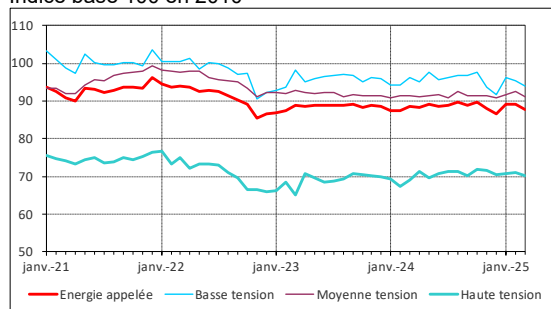
Électricité	T/T-1	T/T-4 *
<b>Énergie appelée</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>
dont : - basse tension	1,0	0,2
- moyenne tension	0,7	0,6
- haute tension	-0,9	2,8

\* Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

## Énergie appelée

(séries CVS-CVC-CJO)  
Indice base 100 en 2010



Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

## LES PRIX ET LES COTATIONS DES ÉNERGIES

Au premier trimestre 2025, les prix du pétrole brut ont connu une légère hausse (+ 1,6 % par rapport au trimestre précédent). Les prix ont surtout augmenté en janvier, portés par la baisse des stocks de pétrole brut aux États-Unis, la forte demande en Asie et en Europe, notamment en Chine où les politiques de relance ont dynamisé la consommation énergétique, et la réduction de la production de la Russie et des Émirats arabes unis. Les prix ont ensuite plutôt reflué sur la fin du trimestre.

En moyenne, le cours du baril de *Brent* s'élève à 75,8 \$ au premier trimestre 2025 et progresse de 1,6 % par rapport au trimestre précédent. Il augmente davantage en euros (+ 3,1 %, soit 72,1 euros) du fait de l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro au cours du trimestre. Néanmoins, en moyenne annuelle, le prix du pétrole brut sur les marchés baisse de 5,1 %.

### Prix et cotations des énergies

	2025 T1		%	Moyenne des quatre derniers trimestres	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
Cotation					
US\$ en € (courant)	0,951	0,937	1,4	0,9	1,1
Brent daté (\$/bl)	75,8	74,6	1,6	78,7	-5,1
Brent daté (€/bl)	72,1	69,9	3,1	73,4	-4,1
Gaz - Spot PEG (€/MWh)	46,3	43,0	7,6	39,1	18,6
Électricité - Spot Base Epex** (€/MWh)	100,5	87,0	15,5	67,1	-16,3
Prix à la consommation (TTC)					
SP95 (€/l)	1,78	1,75	1,4	1,80	-3,6
Gazole (€/l)	1,68	1,63	3,0	1,67	-5,9
Fioul domestique (€/l)	1,19	1,16	2,8	1,18	-5,5

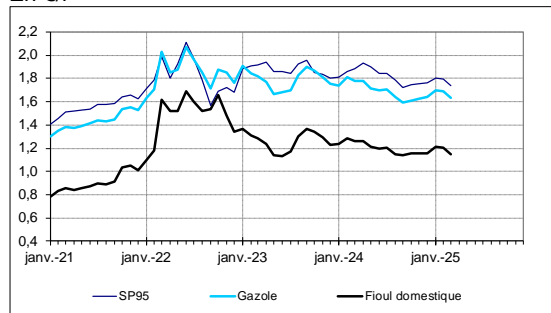
\* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

\*\* European Power Exchange.

Sources : DGEC ; Reuters ; Epex (électricité)

### Prix à la consommation

En €/l



Source : DGEC

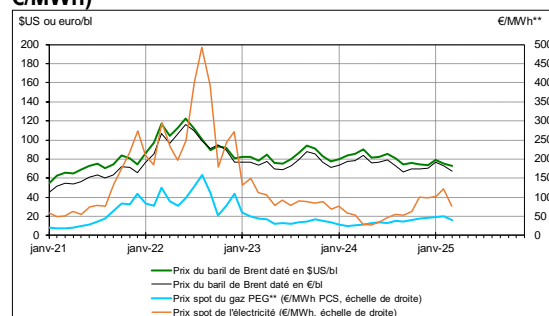
En moyenne, le prix de l'essence (SP95) progresse de 1,4 % par rapport au trimestre précédent, tandis que celui du gazole augmente de 3,0 %. En mars 2025, les prix à la pompe du SP95 et du gazole atteignent respectivement 1,74 € et 1,63 € le litre (1,78 € et 1,68 € en moyenne sur l'ensemble du trimestre). Le prix du fioul domestique s'établit à 1,19 € le litre, en moyenne sur le trimestre, en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 2,8 %).

Les cours du gaz naturel sur les marchés ouest-européens, en recul par rapport aux records atteints en 2022, restent plus élevés qu'avant la crise énergétique. Le prix spot sur le marché français (point échange gaz, PEG) s'élève à 46,3 €/MWh au premier trimestre 2025, en hausse de 7,6 % par rapport au trimestre précédent.

Les prix du gaz naturel ont connu une forte hausse début 2025 dans un contexte marqué par un marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL) restant tendu, par le faible niveau des stocks de gaz naturel en Europe, ainsi que par les menaces sur l'acheminement du gaz, dans le contexte de la guerre en Ukraine. En février, le prix a ainsi atteint 49,71 €/MWh, un record depuis la crise de 2022. Il est ensuite redescendu très rapidement, à 40,63 €/MWh en mars, avec le redoux des températures, le retour de la confiance quant à l'acheminement du gaz et l'allègement des conditions de stockage du gaz par l'Union européenne.

Le prix spot de l'électricité livrable en France progresse à nouveau nettement au premier trimestre 2025, en raison notamment de la forte augmentation du prix du gaz naturel, majoritairement utilisé par les centrales en cas de pic de demande d'électricité. Il atteint 100,5 €/MWh en moyenne sur le trimestre, contre 87,0 €/MWh au trimestre précédent. Après une nette hausse, de 19,7 % en février, il chute de nouveau fortement en mars (- 37,3 %).

### Prix moyen\* mensuel du baril de pétrole (en \$US et en €) et prix spot du gaz et de l'électricité (en €/MWh)



\* Prix courants.

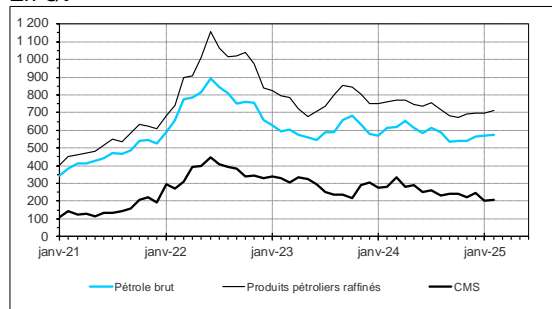
\*\* Point d'échange gaz (France).

Sources : DGEC ; Reuters

### LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE (FÉVRIER 2025)

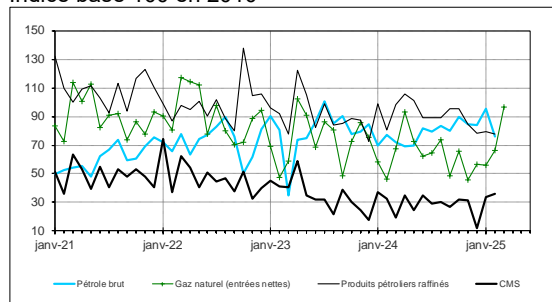
Le prix moyen du pétrole brut importé par la France augmente légèrement en février 2025 par rapport à janvier, pour s'établir à 574 €/t. Le prix moyen à l'importation des produits raffinés s'élève à 713 €/t. Le prix du charbon s'établit à 205 €/t en février.

## Prix moyens mensuels des énergies importées En €/t



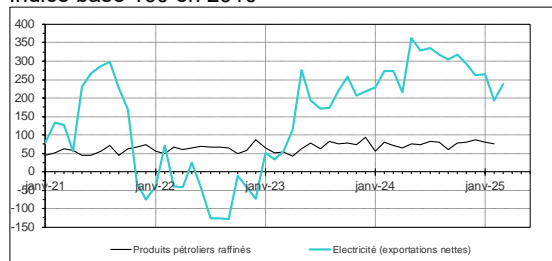
Source : calculs SDES, d'après DGDDI

## Quantités importées de pétrole, de combustibles minéraux solides et de gaz naturel Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après DGDDI, GRTGaz et Terega

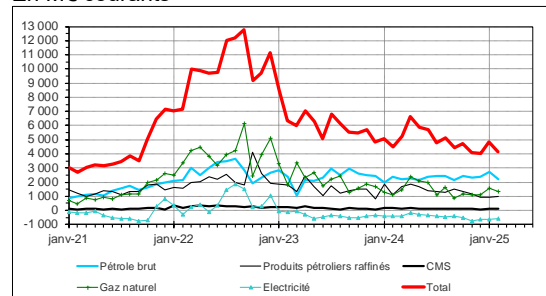
## Quantités exportées de produits pétroliers raffinés et d'électricité Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après DGDDI et RTE

La facture énergétique s'élève à 4,2 Md€ en février 2025. Elle diminue de 14,2 % par rapport au mois précédent. La facture en pétrole brut chute de 14,7 %. La facture gazière, qui s'établit à 1,4 Md€ en février, diminue également fortement en raison de la chute importante du prix sur les marchés. La dépense nette en produits raffinés augmente modérément et s'élève à 1,0 Md€ en février 2025. La dépense nette en biocarburants<sup>3</sup> se monte à 80 millions d'euros et celle en charbon pèse à hauteur de 120 millions d'euros. L'électricité allège la facture, à hauteur de 580 millions d'euros, en raison d'un solde physique très nettement excédentaire.

## Facture énergétique mensuelle de la France En M€ courants



Source : calculs SDES, d'après DGDDI

Au total, la facture énergétique, mesurée en cumul sur les douze derniers mois, entre mars 2024 et février 2025, s'élève à 59,6 Md€. Elle diminue de 12,7 % par rapport à son niveau enregistré un an auparavant (68,3 Md€ entre mars 2023 et février 2024). Le reflux de la facture s'explique principalement par la baisse des quantités de pétrole brut importées et la chute du prix du gaz naturel importé.

## Facture énergétique de la France

Facture énergétique (Md€)	Février 2025	Janvier 2025		Cumul des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur	%	Valeur	%*
<b>Importations totales (I)</b>	<b>6,4</b>	<b>7,1</b>	<b>-9,3</b>	<b>83,1</b>	<b>-11,3</b>
dont : - CMS (combustibles minéraux solides)	0,1	0,1	9,4	1,4	-25,4
- pétrole brut	2,2	2,7	-19,6	28,0	0,1
- produits pétroliers raffinés	1,9	1,9	0,4	26,5	-5,2
- gaz naturel	1,8	2,0	-7,7	23,5	-24,5
<b>Exportations totales (E)</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>1,1</b>	<b>23,4</b>	<b>-7,4</b>
dont : - produits pétroliers raffinés	0,9	0,9	-1,8	10,4	1,0
- électricité	0,8	0,8	-1,1	6,6	-0,7
<b>Facture énergétique (I-E)</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>-14,2</b>	<b>59,6</b>	<b>-12,7</b>
dont : - pétrole brut, produits raffinés et biocarburants	3,2	3,8	-14,7	45,7	-3,4
- gaz naturel	1,4	1,6	-12,2	17,9	-24,2
- électricité	-0,6	-0,6	-8,5	-5,6	20,3

\* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente. Seule une partie des biocarburants (ETBE et EMAAG) peut être retracée dans les données douanières.

Source : calculs SDES, d'après Douanes

## MÉTHODOLOGIE

### Champ et sources

Les bilans énergétiques portent sur la France métropolitaine jusqu'en décembre 2017. À partir de janvier 2018, ils incluent en outre les cinq DROM. Les données sur la facture portent, quant à elles, sur la France entière.

### L'énergie primaire

L'énergie primaire est calculée à partir de toutes les données mensuelles disponibles des énergies, c'est-à-dire hors énergies renouvelables thermiques et déchets (bois-énergie, déchets urbains renouvelables...).

Sources : SDES et Météo-France pour les températures moyennes journalières.

### Les combustibles minéraux solides

Importations et exportations : Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) jusqu'au mois précédent, estimation SDES pour le mois le plus récent.

Production : GazelEnergie.

<sup>3</sup> Bioéthanol « pur » exclu, seuls l'ETBE (ether ethyle tertiobutyle) et le biodiesel EMAAG sont isolés dans les données douanières.

Consommation des centrales électriques : EDF et GazelEnergie.

Consommation de la sidérurgie : estimation SDES, d'après une enquête auprès des opérateurs.

Consommation des autres secteurs industriels : estimation SDES.

Stocks : EDF, GazelEnergie, A3M.

### Les produits pétroliers

Production nationale : Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC).

Consommation hors bases pétrochimiques : Comité professionnel du pétrole (CPDP).

Consommation de bases pétrochimiques : enquête du SDES auprès des opérateurs.

### Le gaz

Les données proviennent de l'enquête mensuelle sur la statistique gazière du SDES effectuée auprès des opérateurs d'infrastructures gazières et des principaux fournisseurs de gaz naturel sur le marché français.

### L'électricité

Les données de production proviennent des principaux producteurs en France : EDF, CNR et GazelEnergie.

Les données d'échanges extérieurs proviennent de RTE.

Les données de consommation proviennent d'Enedis et de RTE.

### Prix et cotations

DGEC, Reuters et NBP (National Balancing Point) pour les cotations du pétrole et du gaz.

Epex pour les prix spot de l'électricité.

### La facture énergétique

DGDDI (Produane) pour la valeur des importations et exportations.

Banque de France pour la parité du dollar.

### Révision des données

Les données du dernier mois sont provisoires et peuvent donner lieu à des révisions, parfois importantes. C'est notamment le cas de la consommation de quelques produits pétroliers (en particulier coke de pétrole, carburateurs), des importations et consommations de charbon hors centrales électriques, ainsi que des productions éolienne et solaire photovoltaïque.

Le champ de la note de conjoncture inclut désormais les DROM. En outre, afin de rapprocher et mieux articuler les statistiques mensuelles et trimestrielles avec les statistiques annuelles retracées dans le bilan de l'énergie, le bois-énergie et une partie des biocarburants (ETBE et EMAG) sont désormais pris en compte dans la facture énergétique, et les importations de GNL porté sont estimées.

### Définitions

**L'énergie primaire** est l'énergie tirée de la nature (du soleil, des fleuves ou du vent) ou contenue dans les produits énergétiques tirés de la nature (comme les combustibles fossiles ou le bois) avant transformation. Par convention, l'énergie provenant d'une centrale nucléaire est également une énergie primaire (la

chaleur nucléaire est alors comptabilisée).

La **consommation d'énergie primaire** correspond à la consommation d'énergie de tous les acteurs économiques. Elle s'oppose à la consommation d'énergie finale, qui correspond à la consommation des seuls utilisateurs finaux, ménages ou entreprises autres que celles de la branche énergie. L'énergie finale peut être une énergie primaire (consommation de charbon de la sidérurgie par exemple) ou non. L'écart entre les consommations d'énergie primaire et secondaire correspond à la consommation de la branche énergie. Il s'agit pour l'essentiel des pertes de chaleur liées à la production d'électricité.

Pour la note de conjoncture trimestrielle ainsi que pour les séries mensuelles mises à disposition sur le site du SDES, les sources aériennes internationales, dont une évaluation infra-annuelle n'est pas disponible jusqu'à présent, sont incluses dans la consommation nationale d'énergie primaire et sont par conséquent prises en compte dans le calcul du taux d'indépendance énergétique et dans celui des émissions de CO<sub>2</sub>. Dans le bilan énergétique de la France annuel, publié par le SDES, elles sont en revanche exclues, conformément aux recommandations internationales relatives aux statistiques de l'énergie établies par les Nations Unies et aux pratiques de l'Agence internationale de l'énergie.

Le **taux d'indépendance énergétique** est le ratio de la production nationale d'énergie primaire sur la consommation d'énergie primaire réelle (non corrigée du climat).

Le **pouvoir calorifique supérieur (PCS)** donne le dégagement maximal théorique de chaleur lors de la combustion, y compris la chaleur de condensation de la vapeur d'eau produite lors de la combustion. À l'inverse, le pouvoir calorifique inférieur (PCI) exclut de la chaleur dégagée la chaleur de condensation de l'eau supposée rester à l'état de vapeur à l'issue de la combustion. En pratique, le rapport PCI/PCS est de l'ordre de 90 % pour le gaz naturel, de 91 % pour le gaz de pétrole liquéfié, de 92-93 % pour les autres produits pétroliers, et de 95 à 98 % pour les combustibles minéraux solides.

**Combustibles minéraux solides (CMS)** : dans ce document, le terme « charbon » est utilisé pour désigner l'ensemble des CMS qui regroupent le charbon à l'état brut et les produits solides issus de sa transformation. Les produits bruts couvrent les produits de récupération, le lignite et la houille, dont le charbon-vapeur est une variété utilisée pour la production d'électricité et/ou de chaleur. Les produits solides transformés à partir du charbon sont le coke et les agglomérés.

Le **coefficient de disponibilité nucléaire (Kd)** : ratio entre la capacité de production réelle et la capacité de production théorique maximale. Le Kd, qui ne prend en compte que les indisponibilités techniques, à savoir les arrêts programmés, les indisponibilités fortuites et les périodes d'essais, caractérise la performance industrielle d'une centrale.

Le **gazole non routier** remplace obligatoirement le fioul domestique depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011 pour certains



engins mobiles non routiers, et depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011 pour les tracteurs agricoles, avec les mêmes spécifications que celles du gazole routier, excepté sa coloration.

### Émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie

Les émissions de CO<sub>2</sub> calculées dans cette publication sont celles issues de la combustion d'énergie fossile. Elles représentent près de 95 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> et environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le calcul du SDES consiste à appliquer des facteurs d'émissions moyens aux consommations d'énergies fossiles (produits pétroliers, gaz et combustibles minéraux solides), hors usages non énergétiques des produits pétroliers (pour le gaz naturel, il n'est pas possible d'estimer ces usages en mensuel). En revanche, les inventaires officiels (données annuelles) en matière d'émissions de GES et de CO<sub>2</sub> en particulier font appel à une méthodologie beaucoup plus complexe, nécessitant des données plus détaillées. Comparées à un inventaire officiel, ces estimations présentent d'autres différences de périmètre, telles que la non-prise en compte des DROM, des déchets non renouvelables ou encore la prise en compte des sources aériennes internationales.

### Correction des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO)

Les séries de consommation d'énergie sont généralement sensibles aux saisons, à la météorologie et au nombre de jours ouvrables. Ainsi, la consommation des énergies utilisées pour le chauffage est plus élevée l'hiver que l'été et augmente d'autant plus que les températures sont basses. L'énergie consommée pour le chauffage au cours d'une journée est proportionnelle au nombre de « degrés-jours », c'est-à-dire à l'écart entre la température moyenne de la journée et un seuil fixé à 15 °C, lorsque la température est inférieure à ce seuil. À titre d'exemple, en dessous de 15 °C, une baisse d'un degré de la température moyenne mensuelle conduit à une consommation supplémentaire de gaz distribué de l'ordre de 1,25 TWh par mois.

La série corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO),

construite à partir de la série initiale dite « série brute », permet de neutraliser l'effet des saisons, de la météorologie et des jours ouvrables pour faire ressortir à la fois les tendances de fond et les évolutions exceptionnelles. Contrairement au « glissement annuel », où, pour éliminer la saisonnalité, on compare un mois avec le même mois de l'année précédente, la série CVS-CVC permet de comparer directement chaque mois avec le mois précédent. Cela lui confère deux avantages. D'une part, l'interprétation d'un mois ne dépend que du passé récent et non d'événements survenus jusqu'à un an auparavant. D'autre part, on détecte tout de suite les retournements et on mesure correctement les nouvelles tendances sans retard. La série CJO permet de neutraliser l'impact des nombres inégaux de jours ouvrables d'un mois à l'autre, de la même façon que la série CVS-CVC neutralise l'impact des différentes saisons et du climat. La combinaison des CVS, CVC, CJO permet de fournir une information sur l'évolution instantanée des phénomènes économiques, abstraction faite des phénomènes calendaires explicables naturels.

Pour en savoir plus, consulter le site [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr), rubrique « Tous les concepts ».

Les coefficients saisonniers ainsi que les coefficients climatiques et la correction des jours ouvrables sont réestimés chaque mois, ce qui peut entraîner de très légères révisions de la série CVS-CVC-CJO. La correction des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables est faite au niveau le plus fin des séries, les séries d'ensemble étant obtenues par agrégation des séries élémentaires.

### Diffusion

Les séries longues sont disponibles sur le site, à cette adresse : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-mensuelles-de-lenergie](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-mensuelles-de-lenergie).

**Alexandru ANDREI, SDES**  
**Évelyne MISAK, SDES**

**Directrice de publication** : Béatrice Sédillot

**Dépôt légal** : mai 2025

**ISSN** : 2557-8510 (en ligne)

## Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques

Sous-direction des statistiques de l'énergie

Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex

Courriel : [diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)